



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 28 MARS 2024

L'an deux mille vingt quatre, le vingt huit mars, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

GUILLORÉ Alexandra

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
RIOU Michel (pouvoir à TANGUY Anne)
TRMAL Marie-France (pouvoir à YVINEC Odile)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)

Conseil de Communauté du 28 mars 2024
 Délibération n°DCC2024_080

Objet	Plan de formation 2024-2025
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS

La formation permet, parallèlement et de façon complémentaire au recrutement, à la mobilité, à la gestion des carrières et à l'évaluation, d'acquérir, maintenir, développer des compétences nécessaires à la réalisation des missions de service public. Elle contribue ainsi à la qualité du service rendu à l'usager.

Compte tenu de leur impact sur le fonctionnement des collectivités locales, les règles relatives à la formation des personnels dans la fonction publique territoriale sont fixées par le législateur. L'objectif de ces dispositions est de garantir une formation adaptée aux besoins des agents et aux attentes des employeurs locaux.

Le statut général de la fonction publique territoriale pose le principe d'un droit à la formation professionnelle tout au long de la vie reconnu à tous les fonctionnaires territoriaux.

La Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984, modifiée en profondeur par la loi du 19 février 2007, détermine les différents types de formation des agents territoriaux. Elle distingue d'une part les formations statutaires obligatoires qui interviennent en début de carrière ou dans le cadre de l'adaptation aux emplois occupés et, d'autre part, les formations facultatives organisées à l'initiative de l'agent ou de son employeur.

Le plan de formation détermine le programme des actions entrant dans ce cadre, les formations obligatoires d'intégration et de professionnalisation, et les formations non obligatoires priorisées par la collectivité.

Dans ce cadre législatif et réglementaire, il convient d'adopter le plan de formation de la Communauté pour la période 2024-2025 qui a été élaboré en tenant compte des besoins exprimés par l'ensemble des directions, par l'étude des entretiens professionnels et en concertation avec les partenaires sociaux.

Ce plan a donc vocation à satisfaire les besoins de formation tant individuels que collectifs et constitue en cela un outil de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Les actions de formation ont ainsi été réparties en deux axes, puis déclinées en objectifs.

Axes	Objectifs	Formations concernées
Les actions de formation transversales de la collectivité	Accompagner les agents	<i>Bilan professionnel, préparation concours, formation d'intégration...</i>
	Contribuer au développement d'une culture commune	<i>Intras réalisées au sein de la collectivité</i>
	Développer la capacité à prévenir les risques	<i>Ensemble des formations sécurité réalisées en intra :</i>
Acquérir et se perfectionner à de nouvelles compétences, s'adapter aux évolutions métiers	Acquérir et se perfectionner à de nouvelles compétences ; s'adapter aux évolutions métiers	<i>Ensemble des formations individuelles métiers</i>

Les formations sont assurées majoritairement par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) eu égard au versement obligatoire de la cotisation patronale.

Ces propositions d'actions pourront au cours de la période retenue (jusqu'au 31.12.25) faire l'objet

d'adaptations en fonction des besoins et d'allocation de nouveaux crédits budgétaires en 2025.
Le budget octroyé au plan de formation pour 2024 et 2025 sera de 29 000€ par année (en dehors des formations informatiques liées aux logiciels métiers financées par le budget systèmes d'information). A ce budget s'ajoute la cotisation versée au CNFPT (26 993 € en 2023). A noter que le budget 2025 pourra faire l'objet de réajustement, afin de prendre en compte les éventuelles évolutions réglementaires ou techniques, les nouveaux agents à former et les nouveaux besoins issus des entretiens professionnels réalisés fin 2024.

DÉLIBÉRATION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu le décret n°2007-1845 du 6 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°2008-830 du 22 août 2008 modifié relatif au livret individuel de formation,

Vu le décret n°2016-1970 du 28 décembre 2016 relatif au compte d'engagement citoyen du compte personnel d'activité,

Vu l'ordonnance n°2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,

Vu le décret N2017-928 du 6 mai 2017 modifié relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité (CPA) dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu la circulaire du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 mars 2024

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 20 février 2024

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide le plan de formation 2024-2025.

Article 2 : dit que les crédits nécessaires (29 000€ pour 2024 et 29 000€ pour 2025) sont inscrits au budget principal au chapitre 011.